

Chers amis britanniques,

Trois personnalités écrivent une lettre ouverte personnelle aux Britanniques en ce jour décisif pour l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne.

«Aidez-nous à retrouver le sens de l'Europe»

Chers amis britanniques, Parmi ceux d'entre vous qui pensent voter Brexit demain, beaucoup entendent d'abord sanctionner David Cameron. Et je peux les comprendre. Après tout, si votre Premier ministre se trouve dans cette impasse, c'est à lui-même qu'il le doit. Pourquoi les électeurs progressistes que vous êtes devraient-ils venir à sa rescousse? Qu'il échoue serait d'ailleurs un bel avertissement pour tous les leaders nationaux tentés, comme lui, de provoquer un référendum sur l'Europe pour régler des problèmes internes, ou d'exiger des partenaires européens une renégociation des traités centrée sur de pures préoccupations nationales.

Votre soutien au Brexit ravirait d'ailleurs, sur le continent, beaucoup d'Européens convaincus. Parmi mes amis fédéralistes, ici à Bruxelles, nombreux sont ceux qui pensent que le grand rêve européen fut abandonné au jour où la perfide Albion entra dans la Communauté, il y a près de quarante-cinq ans. Le Royaume-Uni ne s'est jamais totalement senti européen, et sa tiédeur a déteint sur ses partenaires, en particulier depuis les grands élargissements vers l'Est. Il a toujours été mû par la nostalgie de sa grandeur. Et sa «special relationship» avec les États-Unis (confirmée par le désolant soutien de Tony Blair à la guerre en Irak), l'a tenu éloigné des ambitions du couple franco-allemand. Son départ de l'Union pourrait être un nouveau départ pour l'Union, pensent-ils, l'occasion de refonder autour de quelques pays volontaires une «Union sans cesse plus étroite», expression que Cameron justement voudrait

voir disparaître.

Je ne crois pas, je ne crois plus en cette chimère. Certes, de Thatcher à Cameron, les dirigeants britanniques n'ont accepté les avancées européennes que pour autant qu'elles servent leurs intérêts, mais les Français et les Allemands ont-ils agi autrement? Et la paralysie européenne, sa navrante incapacité à régler les conséquences de la crise financière de 2008 ou l'exode des réfugiés, son immobilisme face au dumping social et à la fraude fiscale, ont tant d'autres sources que les réticences britanniques, bien utile paravent. Le couple franco-allemand n'est plus un moteur, pas plus que le Benelux, et les initiatives du gouvernement italien résonnent aujourd'hui dans le vide.

Que le Royaume-Uni reste dans l'Union. Et que l'idéal européen que vous portez, amis progressistes britanniques, contribue à faire changer l'Europe de l'intérieur. Ce n'est pas la peur de ce que vous pourriez perdre qui doit vous donner l'envie de rester. Après tout, nous savons que le Brexit serait un processus très long, très graduel, et que le Royaume-Uni, qui est déjà un membre un peu éloigné de la famille, conserverait de nombreux liens avec l'Union – des accords commerciaux, des participations aux programmes scientifiques, etc. Les dirigeants européens disent aujourd'hui l'inverse pour faire monter la pression, mais nous savons que l'on ne viendra jamais totalement en arrière et qu'à l'instar de la Suisse ou de la Norvège, le Royaume-Uni resterait un «quasi-membre» de l'Union.

S'il faut rester, ce n'est pas par peur, mais

pour de bonnes raisons. D'abord pour réaffirmer l'indispensable rôle international de l'Union. Dans son voisinage immédiat, au Sud et à l'Est, l'Europe affronte d'immenses défis, et elle n'a pas d'autre salut que d'utiliser l'attrait qu'elle exerce sur ses voisins pour nouer avec eux des accords qui contribueront à étendre la stabilité qu'elle a conquise en son cœur. Il est évident que le Royaume-Uni a là un rôle majeur à jouer, infiniment plus prometteur que la nostalgie du Commonwealth.

Et puis, et surtout, chers amis, aidez-nous à retrouver le sens de l'Europe que l'on a absurdement sacrifié sur l'autel de l'austérité et du repli national. Vous qui êtes progressistes et européens, vous qui croyez dans les valeurs d'ouverture au monde, de tolérance, de justice sociale... restez pour nous aider à renouer avec l'esprit des fondateurs. Démontrez au monde que votre si formidable pays n'est pas que la patrie des souverainistes, conservateurs et xénophobes. Et que s'il fallait une Marianne au Royaume-Uni d'aujourd'hui, on la trouverait dans le doux visage de Jo Cox, qui incarnait ces valeurs avec tant d'honnêteté et de courage.

Paul Magnette



«To my dear British friends»

Chers amis britanniques, Que se passe-t-il donc sur votre belle île? C'est comme si un vent de tempête soufflait sur le Royaume-Uni. Les émotions se sont enflammées, au point de coûter la vie à une parlementaire pleine d'avenir, mère de deux enfants. Votre dialectique fait long feu lorsque vous soupçonnez et accusez les structures européennes de tous les obstacles administratifs possibles, de manque de leadership et d'insensibilité lors du sauvetage de pays en difficulté financière.

Ce n'est pas en accusant l'Europe de tous les péchés du monde que le débat sera plus

serein et plus professionnel. Au contraire. Ce référendum est parfois difficile à comprendre pour les étrangers. Le Royaume-Uni exporte plus de 44% de ses biens et services vers l'Europe. Par ailleurs, faire partie d'une forteresse où la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et d'autres grandes nations sont présentes, constitue un avantage socio-économique et politique indéniable.

En réalité, votre sentiment national est admirable. «The Queen» est vénérée et la famille royale traitée avec le plus grand respect. Vos traditions sont inégalables, votre «trooping the colours» est ineffable et met clairement en évidence votre fierté nationale. Mais tout système politique compte aussi

un certain nombre de guignols.

Croyez-moi, votre beau royaume a aussi ses petits malins qui détournent la politique pour se mettre sous les feux des projecteurs et qui nous éloignent d'un débat sain et serein, pour atteindre des objectifs qui ne sont pas toujours honorables.

Parfois, vous exagérez. Vos journaux, non dépourvus d'objectivité, sur base de chiffres, humilient en permanence l'Europe et ses dirigeants.

Même si l'élite politique, à commencer par votre premier ministre David Cameron et les leaders du monde des affaires, clament d'une seule voix qu'un Brexit serait catastrophique pour le Royaume-Uni, certains

«Son départ, un nouveau départ pour l'Union? Je ne crois pas, je ne crois plus en cette chimère.»

réussissent malgré tout à manipuler l'opinion publique sous couvert de «fierté», de «traditions», et d'«autonomie». Et oui, vous avez conquis le monde. Des continents comme l'Inde et bien d'autres ont été vos colonies. Mais, même si le Commonwealth existe encore sur papier, ce pouvoir s'est affaibli par rapport au siècle dernier. Mais malgré tout, vous n'en démordez pas: «Britannia rules the waves».

Cette prise de position nationaliste ignore le fait que nous, Européens bien pensants, aimerions tellement voir le Royaume-Uni au sein du gouvernement européen. Même si nous pouvons difficilement dire que vous avez récemment joué un rôle actif.

Comme il serait agréable de pouvoir à nouveau entendre une voix britannique, claire et avec l'accent de Cambridge, dans

un débat sur l'avenir de l'Europe. Car l'Europe aussi, chers amis, va devoir se transformer en un continent combatif. Ses leaders devraient déployer notamment du dynamisme, le sens du devoir, des décisions politiques anticipatives. Vous pouvez jouer un rôle important dans cette Europe qui ne brille pas aujourd'hui par sa force. L'industrie britannique impressionnante, la position inébranlable de la City – centre mondial de la finance – et bien d'autres atouts, devraient être utilisés pour sauvegarder notre bien-être à tous, et plus important encore, celui de nos enfants.

Donc chers amis, réfléchissez bien. Ne vous laissez pas séduire par des apprentis sorciers qui, en parlant haut et fort, ne se préoccupent que de leur seule popularité. Préférez une politique mondiale, résolument

tournée vers l'avenir, avec laquelle nous défendrons de toutes nos forces nos valeurs et notre culture. Et, soit dit en passant, si vous vous posez la question de savoir ce qui me pousse à vous écrire cette lettre, et si j'ai le droit à la parole: votre Reine m'a fait Commander of the British Empire et Companion of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George. C'est une raison suffisante pour défendre la position de l'Angleterre et l'encourager lorsque c'est possible.

Comte Paul Buysse



«Ce beau royaume a lui aussi ses petits malins qui détournent la politique pour se mettre sous les feux des projecteurs.»

«Je vous comprends, mais...»

Chers amis britanniques, je comprends très bien que vous ne soyez pas enthousiastes à propos de l'UE. Cette Union ne résout pas les crises, elle les laisse tout simplement pourrir. Vous savez de quelles crises je veux parler. Il y a bien entendu d'abord la crise économique: personne n'ignore la stagnation économique qui nous touche depuis huit années consécutives. Vient ensuite la crise de la migration: 2016 pourrait être une nouvelle année record en termes de nombre de morts en mer Méditerranée, même si l'indignation qui prévalait au début de la crise a aujourd'hui complètement disparu.

La crise grecque se traîne entre deux plans d'aide. Tout le monde hausse les épaules avec compassion. Et enfin, il y a la crise morale: les gouvernements polonais et hongrois se moquent de l'Etat de droit sans que l'Union soit en mesure d'y mettre fin.

Tout cela fait apparemment partie de cette Europe-là. Et pour ceux qui en douteraient encore: cette Europe n'a rien à voir avec «mon» Europe. La question qui se pose est de savoir comment vous, les Anglais, allez réagir. Quitter cette Europe est une possibilité. À court terme, cela apporterait sans aucun doute un grand soulagement. Mais ceux qui ferment la porte derrière eux, doivent au minimum nettoyer la pièce qu'ils ont quittée.

Et plutôt tôt que tard, Londres devra se mettre autour de la table avec cette Union chaotique et inefficace. Et pas uniquement – comme le camp favorable au «Brexit» le laisse entendre – pour parler d'échanges commerciaux. Il faudra aussi négocier un accord à propos de la sécurité sociale de ces centaines de milliers de retraités britanniques qui ont échangé la

pluie anglaise contre le soleil du sud de l'Europe. Et des nombreux jeunes Anglais qui gagnent leur vie dans les Alpes françaises ou dans les cafés bruxellois.

Sans oublier les banquiers qui, après le Brexit, ne travailleront plus à temps plein à Londres, mais seront également basés à Francfort et Paris. Le départ de la Grande-Bretagne ne résoudra pas nos problèmes structurels, ni pour les Britanniques, ni pour les 27 autres Etats membres. Nous devons au contraire réformer en profondeur l'ensemble de l'Union Européenne, en mettant par exemple en place une Commission plus compacte, en lieu et place des 28 commissaires qui doivent aujourd'hui tuer le temps avec leurs mini-portefeuilles et rares compétences. L'Union a également un besoin urgent de moins de régulations pour son marché intérieur.

Mais cela signifie aussi que l'Europe devra obtenir les compétences et les leviers qui lui permettront de mener une véritable politique. Nous devons notamment soutenir notre union monétaire avec une véritable union fiscale. Nous devons réellement protéger notre espace Schengen avec une véritable frontière européenne et des garde-côtes. Et nous devons aborder le problème de la criminalité transfrontalière et le terrorisme avec des services de renseignement et de sécurité européens qui ne connaissent pas les frontières nationales. Ces grandes réformes sont certainement plus difficiles à mettre en œuvre, que de tout simplement claquer la porte derrière soi.

Mais cette approche apportera sans aucun doute davantage de résultats aux citoyens.

Ceux qui ne souhaitent pas faire partie de cette nouvelle union politique, doivent pouvoir opter pour une autre forme d'association, avec des liens plus souples donnant plus ou moins accès au marché unique. Avec moins d'obligations, mais aussi moins de droits. En bref, nous devons oublier l'idée que l'Europe est une vache à lait: un projet grandiose qui a apporté la paix et la prospérité sans que l'on doive continuer à y investir. Le Royaume-Uni peut devenir le principal chef de file de ces profondes réformes, par ailleurs nécessaires.

Car ceux qui pensent que nous pourrions continuer à sauver l'UE en appliquant une stratégie des petits pas souffrent d'hallucinations. Enfin, encore une chose: si vous décidez malgré tout de quitter l'Union, n'attendez pas. La dernière chose dont nous et vous avez besoin, ce sont de longues négociations. De nombreux leaders du camp «Brexit» ont déjà fait comprendre que dans leur esprit, la conclusion d'un traité de «leave» ne signifiait pas un départ immédiat de l'Union.

Ils prétendent que l'on peut encore négocier. Une espèce de position ambiguë dans laquelle l'Union est en train de sombrer. Dans la droite ligne de ce qu'ils qualifient eux-mêmes d'indécision «eurocratique».

Non. Sauvez votre honneur et soyez cohérents.

Cordialement,

Guy Verhofstadt



«Ceux qui ferment la porte derrière eux doivent au minimum nettoyer la pièce qu'ils ont quittée.»